



MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET

SECRETARIAT D'ETAT AUX FINANCES ET AU BUDGET, CHARGE DE LA MICROFINANCE

Programme d'Appui à la Finance Inclusive au Tchad (PAFIT)

COMPTE RENDU

5^{ème} REUNION DU COMITE DE PILOTAGE DU PAFIT

CEFOD, 12 JUIN 2015

I. OUVERTURE ET PRESENTATION DES MEMBRES DU COMITE DE PILOTAGE ET DE L'ORDRE DU JOUR

L'an deux mille quinze et à la douzième journée du mois de juin de 08h 45 à 13h 30 mn, s'est tenue au CEFOD de N'Djaména, la cinquième session du Comité de Pilotage du PAFIT qui a rassemblé une dizaine de participants, représentants des ministères et institutions intervenant dans le secteur de microfinance au Tchad.

La présidence est assurée par monsieur All-Yom Djerambetté, Directeur Général de la Microfinance et de l'Entrepreneuriat nouvellement nommé à ses fonctions. C'est aussi le cas du vice président qui vient de prendre fonction au niveau de la Direction de la Supervision et du Contrôle des EMF, monsieur....

Après un tour de table qui a permis à chaque participant de se présenter brièvement, on note trois absences parmi les membres du comité de pilotage.

Afin d'assurer la cohérence des articulations des points à examiner, le président de séance a proposé un aménagement du calendrier qui a été adopté à l'unanimité. Le programme indicatif ainsi amendé, l'ordre du jour revu se présente comme suit :

1. Examen et validation du compte rendu de la quatrième session du Comité de Pilotage du PAFIT ;
2. Examen et approbation du rapport annuel d'activités 2014 du PAFIT ;
3. Revue des recommandations de l'audit sur les états financiers du PAFIT au titre de l'année 2014 ;
4. Examen et approbation du Plan de Travail et du Budget 2015;
5. Présentation, discussion et adoption de la nouvelle modalité d'exécution du PAFIT (NIM) (suite) (conduite à tenir...comment faire....)
6. Examen de la mobilisation des ressources ;
7. Divers

II. RESUMES DES DISCUSSIONS

1. Examen et validation du compte rendu de la 4^{ème} session du Comité de Pilotage du PAFIT tenu en mai 2014.

Sur invitation du président de séance, l'expert national du PAFIT introduit les différents points inscrits à l'ordre du jour pour situer brièvement le sujet et en donner la quintessence avant de recueillir les observations et remarques de fonds et de formes pouvant aboutir à une éventuelle validation ou recommandation guidée par les échanges et discussions des participants.

C'est le cas du premier point dont l'examen a conduit simplement à évaluer l'état de mise en œuvre des recommandations fortes de la 4^{ème} session du Comité de Pilotage du PAFIT tenu en mai 2014 conformément au tableau ci-dessous :

N°	RECOMMANDATION	ETAT DE MISE EN OEUVRE	OBSERVATION
1	Adopter la modalité NIM avec un recours aux services directs du PNUD dans des domaines spécifiques à apprécier par le programme	Observée	
2	Ouvrir un compte bancaire spécifique au nom du PAFIT où seront virées les contributions ou avances de fonds des partenaires ;	Observée	
3	Utiliser les formulaires FACE pour les demandes de fonds et leurs justifications ;	Observée	
4	Le président du Comité de Pilotage, Secrétaire général du Ministère des Finances et du Budget est cosignataires des chèques du gouvernement et agit en tant que Directeur National du PAFIT	Observée	
5	La coordination est assurée par l'expert national qui est gestionnaire du compte du PAFIT et cosignataire du chèque du gouvernement ;	Observée	
6	La gestion du personnel de l'Unité de Gestion du Programme ainsi que celle des matériels roulants du PAFIT sont confiées au PNUD ;	Observée	
7	Accorder l'accès à Atlas au PAFIT pour lui faciliter les réquisitions et le suivi de ses activités au niveau du PNUD ;	Non observée	Les démarches sont en cours
8	Envoyer une deuxième correspondance pour la restitution pure et simple et de manière inconditionnée des ordinateurs détenus par les cadres du ministère des Microcrédits pour la Promotion de la Femme et de la Jeunesse appelés à d'autres fonctions ;	Observée	Les portables emportés ne sont pas restitués
9	Faire le point sur la contribution des différents partenaires à nos jours notamment celle de l'UNCDF et lui envoyer une note pour rappel des engagements pris en juillet 2010 ;	Observée	L'UNCDF a proposé un avenant confirmant la limite de sa contribution
10	Faire un suivi rapproché et accentué pour que le gouvernement à travers le Ministère des Finances et du Budget perçoive l'importance de la mobilisation de la contre partie Etat pour le compte du PAFIT et qu'il inscrive le reliquat une fois pour toute dans son budget;	Non observée	
11	Faire le plaidoyer pour faire décaisser une fois pour toute la partie restante de la contribution du gouvernement au PAFIT pour lui permettre d'honorer ses engagements des premières années et réaliser celles qui restent;	Observée en partie	Le gouvernement a contribué seulement pour 80 millions de F cfa cette année malgré le plaidoyer fait à différents niveaux
12	Explorer d'autres pistes pour solliciter l'appui de nouveau partenaires grâce au PNUD et collecter les ressources sur le plan national sur la base des prélèvements pour étoffer la contre partie et ainsi appuyer normalement le PAFIT ;	Observée en partie	L'exploration d'autres pistes de financement du PAFIT se poursuit malgré les difficultés et son échéance d'ici décembre 2015.
13	S'assurer de la production des Statistiques du secteur prévue en fin décembre 2013 par l'APT-EMF d'ici à la fin du mois de mai ;	Observée	Le rapport 2014 vient de nous être déposé (juin 2014)

AAK

[Signature]

14	Envoyer les recommandations aux membres du CPP	Observée	
----	--	----------	--

2. Examen et approbation du rapport annuel d'activités 2014 du PAFIT.

Après examen de ce point, il a été souhaité de mettre à jour le cadre de résultat avec le rapport de l'APEMF-T qui vient d'être déposé. On a noté également que les activités relatives aux bases de données ne sont pas achevées et qu'il faut en faire une priorité.

Le rapport est approuvé sous réserve des observations ci-dessus.

3. Examen et approbation du Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) 2015

La session a constaté que le budget 2015 du PAFIT n'est pas bouclé alors que les activités programmées sont en grand nombre. Il serait mieux de le réviser afin d'avoir un budget plus réaliste et réalisable d'ici la fin de l'année sous contrainte budgétaire.

4. Revue des recommandations de l'audit sur les états financiers du PAFIT au titre de l'année 2014

L'opinion très favorable donnée par les auditeurs sur l'état de mise en œuvre du PAFIT au titre de l'audit 2014 est plus ou moins ternie par la non-restitution des 2 ordinateurs portables dont les noms des détenteurs continuent à figurer dans les comptes du PNUD à travers le logiciel ATLAS (Ce qui ternit également les performances du Bureau PNUD du Tchad aussi bien que celle du gouvernement du Tchad). Il convient donc d'agir vite en vue de régulariser cette situation.

5. Examen de la mobilisation des ressources.

La mobilisation des ressources est le point qui taraude le plus l'esprit du comité de pilotage qui y revient à toutes ses sessions car sans elles, les activités n'auront pas de chances d'être réalisées convenablement. On note quelques efforts consentis au niveau du PAFIT mais les contributions des partenaires ne sont pas à la hauteur des espérances. Les potentiels nouveaux bailleurs touchés à travers des avant-projets initiés par le PNUD n'ont pas réagi à ce jour mais ils sont relancés de temps en temps pour une issue favorable. Le PNUD et le Gouvernement tchadien pourraient poursuivre leur coopération en matière de microfinance tout en espérant de nouvelles synergies d'intervention avec les autres partenaires y compris l'UNCDF.

Les partenaires et bailleurs de fonds attendent impatiemment que le gouvernement du Tchad se prononce clairement sur ses options en microfinance pour la période 2016 – 2020 qui coïncide avec le CPAP du PNUD dont les programmes arrivent à terme d'ici décembre 2016 et qui doit les intégrer dans sa programmation.

6. Présentation, discussion et adoption de la nouvelle modalité d'exécution du PAFIT (NIM) suite.

La modalité NIM ou exécution nationale est fortement recommandée par le PNUD qui peut aussi déléguer l'exécution d'un projet ou programme à une agence ou à une ONG. Par contre l'exécution directe ou DIM par le PNUD est formelle dans le cas des élections ou du Fonds mondial pour la tuberculose, le paludisme et le sida etc. Malgré sa modalité d'exécution hybride, le PAFIT a bénéficié des deux audits NIM conformément aux recommandations de sa troisième session du comité de pilotage en 2013. Avec l'ouverture effective d'un compte bancaire spécifique du PAFIT et l'utilisation des formulaires FACE pour la gestion budgétaire et comptable sous la responsabilité du Directeur National et du coordonnateur cette année 2015, l'on peut affirmer que le PAFIT est désormais en exécution NIM. La modalité NIM appliquée par le PAFIT en 2015 fera l'objet d'un premier audit en 2016, et il convient de gérer selon les règles de l'art afin de mériter un renouvellement de ce programme.

7. Divers.

La question d'assainissement du secteur s'est posée avec acuité eu égard aux retraits massifs des agréments des EMF ce dernier temps sans une proposition de sortie de crise de la part de la COBAC ni du Ministère des Finances et du Budget. A cela s'ajoute celle des SIG qui semblent se vendre comme du petit pain aux EMF et qui risquent de raviver davantage ce climat de méfiance des clients et des partenaires techniques et financiers d'une part et d'autre part de frilosité des banques face aux EMF malgré un début d'articulation très timide.

Certains participants ont déploré le manque de motivation lors des sessions de Comité de pilotage du PAFIT, ce qui expliquerait l'absence de quelques anciens membres à la présente session.

Ils espèrent être entendus pour que la prochaine session se fasse de la manière la plus appropriée que possible. Ils proposent avoir ne serait-ce que des frais de déplacement à imputer sur les frais d'organisation de la session, bien entendu sur le fonds du gouvernement afin de motiver davantage les membres qui doivent exploiter chaque fois les documents et participer activement aux différentes sessions. Il convient de trouver une solution à cette question pour les prochaines fois.

II) RECOMMANDATIONS.

Après les fructueux échanges et discussions conformément aux points inscrits à l'ordre du jour, la session a retenu les recommandations suivantes :

1. Solliciter l'appui du Ministère des Finances et du Budget pour faire une pression sur les détenteurs des deux ordinateurs, au besoin recourir à la Gendarmerie afin de les récupérer dans les brefs délais;
2. Contacter directement les cabinets ou consultants qui ont entamé en son temps l'étude de cartographie et de base de données des EMF afin de finaliser le travail conformément aux recommandations de l'atelier d'actualisation qu'ils ont co-animé;
3. Saisir à temps la Secrétaire d'Etat chargée de la Microfinance afin que le gap du budget 2015 soit complété ;
4. Prioriser les actions réalisables en 2015 avec le peu de ressources disponibles en envisageant une révision budgétaire si c'est nécessaire;
5. Soumettre au prochain Comité de Pilotage la liste des biens non valorisés et dégagés de l'inventaire des biens du PAFIT en vue de décider de leur affectation;
6. Organiser une session extraordinaire pour débattre des orientations stratégiques et opérationnelles ainsi que des activités à intégrer dans la proposition de renouvellement de la phase 2 du PAFIT ;
7. Apporter l'appui nécessaire à l'APEMF-T suivant les bonnes pratiques et surtout dans le respect des recommandations de son étude diagnostique aboutissant à la mise en œuvre d'un nouvel organigramme aussi ambitieux que ses documents stratégiques validés en Assemblée générale ;

8. Mettre à jour le rapport annuel d'activité 2015 en actualisant le cadre de résultats à partir du rapport sur les statistiques du secteur élaboré en juin 2015 par l'APEMF-T

III) CLOTURE DE LA SESSION

La session s'est achevée sur une note de satisfaction et d'espoir de renouvellement du programme dont la mise en œuvre quoique difficile, contribue inéluctablement au processus de professionnalisation du secteur, gage d'une offre de services financiers responsable.

Le Programme d'Appui à la Finance Inclusive au Tchad prendra fin en décembre 2015 alors que le secteur de la Microfinance se relance progressivement grâce aux résultats obtenus pendant son exécution. Il convient donc d'identifier les voies et moyens de poursuivre les actions de ce programme afin que les progrès entamés ne s'estompent pas de sitôt.

Les points inscrits à l'ordre du jour étant épuisés, la 5ème session du Comité de Pilotage du PAFIT a pris fin à treize heures trente minutes par le mot de remerciement du président de séance, monsieur All-Yom Djérambette, Directeur Général de la Microfinance et de l'Entreprenariat dont le mot de la fin se rapporte aux remerciements des membres pour la qualité de leurs contributions en termes de disponibilité et de participation active qui dénotent de l'importance de leur engagement et responsabilité dans la mise en œuvre du PAFIT.

Le Rapporteur



BERAL Thierry

Le Président a.i



ALL-YOM DJERAMBETTE

ANNEXES:**I- Liste des membres du CPP invités**

N°	Noms et Prénoms	Institution	Téléphone	E-mail
1	ALL-YOM DJERAMBETTE	DG de l'Entrepreneuriat et de la Microfinance/ Ministère des Finances et du Budget	66 29 18 17	all_asley@yahoo.fr
2	HOBAN ROGOTO	Assistant au représentant Résident, chef d'Unité Développement Durable au PNUD	66 26 84 80	hoban.rogoto@undp.org
3	KHAMIS GOMBO Absent	Ministère de l'économie, du Commerce et du Développement Touristique	66 24 32 98	gombokhamis@yahoo.fr
4	ABDEL-AZIZ HISSEIN HASSAN	Directeur de la Supervision et du Contrôle des EMF	66 59 63 35	azizchad@gmail.com
5	MAÏDI KOKOYE DARKALLAH	Ministère du Plan et de la Coopération Internationale	66 34 72 90	maidekokoi@gmail.com
6	KOULLO ROINOUBA MBANGODJI Absente	Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture, des Mines et de l'Artisanat	66 34 15 65	roinouba@yahoo.fr
7	DJOUAWE LAURENT	Ministère de la Femme, de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	66 22 64 37	laurentdjouawe@yahoo.fr
8	SEÏD-BOTTY DEDE	Ministère du Plan et de la Coopération internationale / Cellule de Suivi Evaluation des Projets et Programmes	66 11 70 71	seidbottydede@yahoo.fr
9	YORONSOU RICHARD	Trésorier général de l'APEMF-T	66 37 13 79	riyoro12@yahoo.fr
10	ABDELRAHMAN ADAM BAKIR	Ministère des Finances et du Budget	66 26 21 93	mous_ab@yahoo.fr
11	MAWATA W. GOMON Absent	Secrétaire Général de l'APEC	66 25 01 00	mawataw@yahoo.fr
12	BERAL THIERRY	Expert National au PAFIT	66 74 99 61	thierry.beral@undp.org
13	NGATOGUIAM NGARBAYE	Assistant Administratif et Financier au PAFIT	66 32 83 23	ngatoguiam.ngarbaye@undp.org